

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29278]

30 JANVIER 2014. — Décret relatif au financement de la recherche dans les universités (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Financement d'un fonds spécial de recherche dans les universités*

Article 1^{er}. Une subvention est accordée aux universités pour le financement des fonds spéciaux pour la recherche.

Cette subvention est établie au minimum à 15.119.000 euros.

Ce montant est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par un taux d'adaptation calculé selon la formule :

$$\frac{\text{Indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée}}{\text{Indice santé de janvier 2013}}$$

Art. 2. Chaque année, la subvention visée à l'article précédent est répartie entre les universités en fonction du rapport entre la moyenne quadriennale du nombre de grades académiques délivrés par chaque université et la moyenne quadriennale du nombre de grades académiques délivrés par l'ensemble des universités.

Les moyennes quadriennales visées à l'alinéa précédent s'obtiennent en divisant par quatre la somme des grades académiques délivrés respectivement par l'université visée ou par l'ensemble des universités, pour l'année académique concernée et les trois années qui la précèdent.

Pour le calcul du nombre de grades académiques visé aux alinéas précédents, il n'est pas tenu compte du grade d'AESS.

Art. 3. Chaque université constitue un fonds spécial pour la recherche auquel est affectée la part de la subvention qui lui est octroyée.

En outre, chaque université prélève sur ses propres ressources, en ce compris l'allocation de fonctionnement, un montant minimum équivalent à un certain pourcentage de la part de la subvention qui lui est octroyée en vertu de l'article précédent, et affecte ce montant à la recherche scientifique.

Le pourcentage visé à l'alinéa 2 est fixé à 17,5 % à partir de l'année budgétaire 2014. Pour les années budgétaires suivantes, il peut être modifié par le Gouvernement, au plus tard le 30 juin de l'année qui précède l'année visée, sans qu'il ne puisse toutefois être inférieur à 15 pour cent, ni supérieur à 20 pour cent.

Art. 4. L'utilisation de la subvention prévue à l'article 1^{er} est soumise au contrôle des commissaires ou délégués du Gouvernement.

CHAPITRE II. — *Financement des actions de recherche concertées dans les universités*

Art. 5. Une subvention est accordée aux universités pour le financement d'actions de recherche concertées.

Cette subvention est établie au minimum à 15.203.000 euros. Ce montant est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par un taux d'adaptation calculé selon la formule :

$$\frac{\text{Indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée}}{\text{Indice santé de janvier 2013}}$$

Art. 6. § 1^{er}. Chaque année, 60 % de la subvention visée à l'article précédent sont répartis entre les universités en fonction du rapport entre la moyenne quadriennale du nombre de grades académiques délivrés par chaque université et la moyenne quadriennale du nombre de grades académiques délivrés par l'ensemble des universités.

Les moyennes quadriennales visées à l'alinéa précédent s'obtiennent en divisant par quatre la somme des grades académiques délivrés respectivement par l'université visée ou par l'ensemble des universités, pour l'année académique concernée et les trois années qui la précèdent.

Pour le calcul du nombre de grades académiques visé aux alinéas précédents, il n'est pas tenu compte du grade d'AESS.

§ 2. Chaque année, 20 % de la subvention visée à l'article précédent sont répartis entre les universités en fonction du rapport entre la moyenne quadriennale du nombre de grades académiques de troisième cycle délivrés par chaque université et la moyenne quadriennale du nombre de grades académiques de troisième cycle délivrés par l'ensemble des universités.

Les moyennes quadriennales visées à l'alinéa précédent s'obtiennent en divisant par quatre la somme des grades académiques de troisième cycle délivrés respectivement par l'université visée ou par l'ensemble des universités, pour l'année académique concernée et les trois années qui la précèdent.

§ 3. Chaque année, 20 % de la subvention visée à l'article précédent sont répartis selon les critères suivants pondérés de manière égale :

a) la part respective de chaque université dans le montant total du financement issu du programme-cadre de recherche et développement de l'Union européenne octroyé à l'ensemble des universités;

b) le rapport entre le nombre, en ETP, de chercheurs postdoctoraux à durée déterminée de chaque université et le nombre de chercheurs postdoctoraux à durée déterminée de l'ensemble des universités;

c) le rapport entre le nombre, en ETP, de membres du personnel académique de chaque université ayant soutenu leur thèse de doctorat dans une autre université que celle qui les emploie et le nombre de membres du personnel académique de même catégorie de l'ensemble des universités;

d) le nombre de publications scientifiques;

e) le nombre de citations.

Chaque critère visé à l'alinéa précédent est pris en considération selon une moyenne quadriennale calculée en divisant par quatre les données de l'année académique concernée et celles des trois années qui la précèdent.

Dans les cas d'organisation de thèse de doctorat en cotutelle et pour le calcul du rapport visé au point c), le membre du personnel concerné est considéré comme ayant soutenu sa thèse de doctorat dans une autre université que celle qui l'emploie.

Art. 7. Le Gouvernement déterminera, le 31 décembre 2015 au plus tard, après demande d'avis de la chambre des universités de l'ARES, les modalités de prise en compte des critères visés à l'article 6, § 3, d) et e). Il adoptera un arrêté pour chacun des deux critères. S'il s'avère impossible ou difficilement faisable de prendre en considération l'un ou l'autre, voire chacun des deux critères visés à l'article 6, § 3, d) et e), ces critères ne rentreront pas dans le calcul de la répartition de la subvention visée à l'article 5.

Le Gouvernement veillera à respecter les spécificités des différents domaines de recherche et à pondérer les publications et citations de manière telle qu'elles reflètent l'ampleur réelle des recherches.

Art. 8. Chaque université alloue un cinquième de la part de la subvention qui lui est octroyée en vertu de l'article 5 au financement d'actions de recherches concertées menées avec au moins un centre d'excellence d'une autre université.

Art. 9. Les actions de recherche concertées doivent concourir à atteindre un ou plusieurs des objectifs suivants :

a) le développement, au sein des universités, de centres d'excellence en recherche fondamentale considérés comme prioritaires par celles-ci;

b) le développement de centres interuniversitaires d'excellence;

c) le développement, au sein des universités, de centres d'excellence pratiquant de manière intégrée la recherche fondamentale et la recherche appliquée.

Art. 10. Les actions de recherche concertées sont financées pour une durée maximale de cinq fois douze mois.

La subvention est destinée à couvrir des dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement nécessaires à l'exécution du programme des recherches.

La part du financement consacrée aux dépenses de personnel durant la totalité de l'action de recherche ne sera pas inférieure à la moitié du montant total de la subvention de cette action de recherche concertée.

Art. 11. L'utilisation de la subvention prévue à l'article 5 est soumise au contrôle des commissaires ou délégués du Gouvernement.

CHAPITRE III. — Dispositions communes aux chapitres I^{er} et II

Art. 12. 95 % des subventions prévues aux articles 1^{er} et 5 sont liquidés avant le 31 mars de l'année budgétaire concernée. Le solde est liquidé dans le courant du dernier trimestre de la même année budgétaire.

Art. 13. Les subventions visées aux articles 1^{er} et 5 font l'objet d'un rapport annuel établi par les universités et transmis au Fonds national de la Recherche scientifique (F.R.S. – FNRS) ainsi qu'à l'administration de la recherche scientifique.

Art. 14. La bourse ou le mandat financés par les subventions accordées en vertu du présent décret est prorogée pour une durée égale à celle de la suspension, soit pour cause de congé de maternité, de paternité ou d'adoption, soit pour cause de congé de maladie d'une durée supérieure ou égale à un mois.

Art. 15. Le conseil de la recherche, institué par l'arrêté royal du 14 juin 1978 portant création d'un conseil de recherche dans les institutions universitaires, assiste le conseil d'administration des universités dans l'administration des fonds spéciaux de la recherche et des actions de recherche concertées.

CHAPITRE IV. — Disposition transitoire

Art. 16. Dans le cadre des missions confiées à l'ARES aux articles 21, alinéa 1^{er}, 11^o, et 37, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'ARES récoltera, au plus tard pour le 30 juin 2015, les données nécessaires à la mise en place effective des critères de répartition des subventions. Ces données seront rendues accessibles aux autorités concernées.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 17. Le décret du 30 mars 2007 portant diverses mesures en matière de recherche dans les institutions universitaires est abrogé.

Art. 18. Pour les années 2014 et 2015, les proportions visées aux §§ 1 et 3 de l'article 6 sont respectivement de 80 % et de 0 %.

Pour les années 2016 et 2017, les proportions visées aux §§ 1 et 3 de l'article 6 sont respectivement de 70 % et de 10 %.

Art. 19. § 1^{er} En 2014, 2015 et 2016 le montant du fonds spécial de recherche visé à l'article 1^{er} est réparti entre chaque institution à concurrence respectivement de 25 %, 50 % et 75 % des parts relatives visées à l'article 2, et 75 %, 50 % et 25 % des parts obtenues en utilisant la clé de répartition appliquée en 2013 entre les universités, à savoir : 35,48 % pour l'UCL, de 27,57 % pour l'ULB, de 26,28 % pour l'ULG, de 4,89 % pour l'UMons, 4,13 % pour l'UNamur et 1,65 % pour l'USLB.

§ 2 En 2014, 2015 et 2016, le montant des actions de recherche concertées visé à l'article 5 est réparti entre chaque institution à concurrence respectivement de 25 %, 50 % et 75 % des parts relatives visées à l'article 6, et 75 %, 50 % et 25 % des parts obtenues en utilisant la clé de répartition appliquée en 2013 entre les universités, à savoir : 35,48 % pour l'UCL, de 25,07 % pour l'ULB, 26,28 % pour l'ULG, 7,39 % pour l'UMons, de 4,13 % pour l'UNamur et de 1,65 % pour l'USLB.

Art. 20. La proportion visée à l'article 8 est ramenée, pour les années 2014 à 2016, à 10 % et, pour les années 2017 à 2019, à 15 %.

Art. 21. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 janvier 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n°590-1. Rapport, n°590-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 29 janvier 2014.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29278]

30 JANUARI 2014. — Decreet betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Financiering van een speciaal onderzoeksfonds in de universiteiten*

Artikel 1. Er wordt een subsidie aan de universiteiten toegekend voor de financiering van de speciale onderzoeksfondsen.

Die subsidie bedraagt minstens 15.119.000 euro.

Dat bedrag wordt gekoppeld aan de schommelingen van de gezondheidsindex van de consumptieprijzen, door dit te vermenigvuldigen met een aanpassingscijfer dat wordt berekend volgens de formule :

Gezondheidsindex van januari van het betrokken begrotingsjaar
Gezondheidsindex van januari 2013

Art. 2. Elk jaar wordt de in het vorige artikel bedoelde subsidie over de universiteiten verdeeld op grond van de verhouding tussen het vierjaarlijkse gemiddelde van het aantal academische graden die door elke universiteit worden uitgereikt en het aantal academische graden die door alle universiteiten worden uitgereikt.

De in het vorige lid bedoelde vierjaarlijkse gemiddelden worden gekregen door de som van de academische graden die respectievelijk door de bedoelde universiteit of door het geheel van de universiteiten worden uitgereikt door vier delen, voor het betrokken academiejaar en de drie jaren die voorafgaan.

Voor de berekening van het aantal academische graden bedoeld in de vorige leden, wordt geen rekening gehouden met de graad van GH50.

Art. 3. Elke universiteit richt een speciaal onderzoeksfonds op waarvoor het deel van de haar toegekende subsidie wordt bestemd.

Elke universiteit trekt bovendien op haar eigen geldmiddelen, met inbegrip van de werkingstoelage, een minimumgeld uit dat overeenstemt met een zeker percentage van het deel van de subsidie die haar wordt toegekend krachtens het vorige artikel, en bestemt dat bedrag voor het wetenschappelijk onderzoek.

Het in het tweede lid bedoelde percentage bedraagt 17,5 % vanaf het begrotingsjaar 2014. Voor de volgende begrotingsjaren, kan het door de Regering uiterlijk op 30 juni van het jaar dat aan het bedoelde jaar voorafgaat, worden gewijzigd, waarbij het echter niet lager kan zijn dan 15 procent, noch hoger dan 20 procent.

Art. 4. De aanwending van de in artikel 1 bedoelde subsidie wordt aan de controle van de commissarissen of afgevaardigden van de Regering onderworpen.

HOOFDSTUK II. — *Financiering van de overlegde onderzoeksacties in de universiteiten*

Art. 5. Er wordt een subsidie aan de universiteit toegekend voor de financiering van overlegde onderzoeksacties.

Die subsidie bedraagt minstens 15.203.000 euro. Dat bedrag wordt gekoppeld aan de schommelingen van de gezondheidsindex van de consumptieprijzen, door dit te vermenigvuldigen met een aanpassingscijfer dat wordt berekend volgens de formule :

$$\frac{\text{Gezondheidsindex van januari van het betrokken begrotingsjaar}}{\text{Gezondheidsindex van januari 2013}}$$

Art. 6. § 1. Elk jaar wordt 60 % van de in het vorige artikel bedoelde subsidie over de universiteiten verdeeld op grond van de verhouding tussen het vierjaarlijkse gemiddelde van het aantal academische graden die door elke universiteit worden uitgereikt en het vierjaarlijkse gemiddelde van het aantal academische graden die door alle universiteiten worden uitgereikt.

De in het vorige lid bedoelde vierjaarlijkse gemiddelden worden gekregen door de som van de academische graden die respectief door de bedoelde universiteit of door het geheel van de universiteiten worden uitgereikt door vier te delen, voor het betrokken academiejaar en de drie jaren die voorafgaan.

Voor de berekening van het aantal academische graden bedoeld in de vorige leden, wordt geen rekening gehouden met de graad van GHSO.

§ 2. Elk jaar wordt 20 % van de in het vorige artikel bedoelde subsidie over de universiteiten verdeeld op grond van de verhouding tussen het vierjaarlijkse gemiddelde van het aantal academische graden van de derde cyclus die door elke universiteit worden uitgereikt en het vierjaarlijkse gemiddelde van het aantal academische graden die door alle universiteiten worden uitgereikt.

De in het vorige lid bedoelde vierjaarlijkse gemiddelden worden gekregen door de som van de academische graden van de derde cyclus die respectief door de bedoelde universiteit of door het geheel van de universiteiten worden uitgereikt door vier te delen, voor het betrokken academiejaar en de drie jaren die voorafgaan.

§ 3. Elk jaar, wordt 20 % van de in het vorige lid bedoelde subsidie verdeeld op grond van de volgende criteria, op gelijke wijze gewogen :

a) het respectieve aandeel van elke universiteit in het totale bedrag van de financiering, voortvloeiend uit het kaderprogramma voor onderzoek en ontwikkeling van de Europese Unie, die aan het geheel van de universiteiten wordt toegekend;

b) de verhouding tussen het aantal VE-postdoctorale vorsers voor onbepaalde tijd van elke universiteit en het aantal postdoctorale vorsers voor bepaalde tijd van het geheel van de universiteiten;

c) de verhouding tussen het aantal VE-leden van het academisch personeel van elke universiteit die hun doctoraatsthesis hebben verdedigd in een andere universiteit dan deze die ze tewerkstelt en het aantal leden van het academisch personeel van dezelfde categorie van het geheel van de universiteiten;

d) het aantal wetenschappelijke publicaties;

e) het aantal citaties.

Elk in het vorige lid bedoeld criterium wordt in aanmerking genomen volgens een vierjaarlijks gemiddelde dat wordt berekend door de gegevens van het betrokken academiejaar en die van de drie voorafgaande jaren door vier te delen.

Als een doctoraatsthesis met een dubbele voorgedij wordt georganiseerd, en voor de berekening van het in punt c) bedoelde verslag, wordt het betrokken personeelslid geacht zijn doctoraatsthesis te hebben verdedigd in een andere universiteit dan deze die het tewerkstelt.

Art. 7. De Regering bepaalt op uiterlijk 31 december 2015, na de aanvraag om advies van de raad van universiteiten van de ARES, de nadere regels voor de inaanmerkingneming van de criteria bedoeld in artikel 6, § 3, d) en e). Ze keurt een besluit goed voor elk van beide criteria. Als het onmogelijk is of bijna onmogelijk is om het ene of het andere, of zelfs elk van beide criteria bedoeld in artikel 6, § 3, d) en e) in aanmerking te nemen, worden die criteria niet meegerekend voor de verdeling van de subsidie bedoeld in artikel 5.

De Regering zorgt ervoor de specificiteiten van de verschillende onderzoeksgebieden in acht te nemen en de publicaties en citaties zo te wegen dat ze de werkelijke omvang van het onderzoek weergeven.

Art. 8. Elke universiteit kent één vijfde van het aandeel van de subsidie toe die haar krachtens artikel 5 wordt toegekend voor de financiering van overlegde onderzoeksacties die worden gevoerd met ten minste één excellentiecentrum van een andere universiteit.

Art. 9. De overlegde onderzoeksacties moeten ertoe bijdragen één of meer van de volgende doelstellingen te bereiken :

a) de ontwikkeling, binnen de universiteiten, van excellentiecentra voor fundamenteel onderzoek die door die als prioritair worden beschouwd;

b) de ontwikkeling van interuniversitaire excellentiecentra;

c) de ontwikkeling, binnen de universiteiten, van excellentiecentra die op geïntegreerde wijze het fundamenteel onderzoek en het toegepast onderzoek uitvoeren.

Art. 10. De overlegde onderzoeksacties worden voor een maximumduur van vijf maal twaalf maanden gefinancierd.

De subsidie wordt bestemd om de uitgaven voor personeel, uitrusting en werking te dekken die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het onderzoeksprogramma.

Het aandeel van de financiering dat voor de personeelsuitgaven gedurende de gehele onderzoeksactie wordt bestemd, zal niet lager zijn dan de helft van het totale bedrag van de subsidie van die overlegde onderzoeksactie.

Art. 11. De aanwending van de in artikel 5 bedoelde subsidie wordt aan de controle van de commissarissen of afgevaardigden van de Regering onderworpen.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen die de hoofdstukken I en II gemeen zijn*

Art. 12. 95 % van de subsidies die in de artikelen 1 en 5 bepaald zijn, wordt vóór 31 maart van het betrokken begrotingsjaar vereffend. Het saldo wordt vereffend gedurende het laatste trimester van hetzelfde begrotingsjaar.

Art. 13. Over de subsidies bedoeld in de artikelen 1 en 5 wordt een jaarlijks verslag door de universiteiten opgemaakt en overgezonden aan het "Fonds national de la Recherche scientifique" (F.R.S. – FNRS) alsook aan het bestuur wetenschappelijk onderzoek.

Art. 14. De beurs of het mandaat, die worden gefinancierd door de subsidies die krachtens dit decreet worden toegekend, worden verlengd voor een periode die gelijk is aan die van de schorsing, ofwel wegens moederschapsverlof, vaderschapsverlof of adoptie, ofwel wegens ziekteverlof met een duur die hoger is dan of gelijk is aan één maand.

Art. 15. De onderzoeksraad, ingesteld bij het koninklijk besluit van 14 juni 1978 houdende instelling van een onderzoeksraad aan de universitaire instellingen, verleent de raad van bestuur van de universiteiten bijstand voor het beheer van de speciale onderzoeksfondsen en de overlegde onderzoeksacties.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepaling*

Art. 16. In het kader van de opdrachten die aan de ARES (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs) worden toegewezen krachtens de artikelen 21, eerste lid, 11°, en 37, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies zal de ARES, uiterlijk voor 30 juni 2015, de gegevens inwinnen die noodzakelijk zijn voor de effectieve vaststelling van de criteria voor de verdeling van de subsidies. Die gegevens zullen toegankelijk worden gemaakt voor de betrokken overheden.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Het decreet van 30 maart 2007 houdende diverse maatregelen inzake onderzoek in de universitaire instellingen wordt opgeheven.

Art. 18. Voor de jaren 2014 en 2015, zijn de verhoudingen bedoeld in de §§ 1 en 3 van artikel 6 respectief 80 % en 0 %.

Voor de jaren 2016 en 2017, zijn de verhoudingen in §§ 1 en 3 van artikel 6 respectief 70 % en 10 %.

Art. 19. § 1. In 2014, 2015 en 2016 wordt het bedrag van het in artikel 1 bedoelde speciale onderzoeksfonds over elke instelling verdeeld in verhouding tot respectief 25 %, 50 % en 75 % van de relatieve aandelen bedoeld in artikel 2, en 75 %, 50 % en 25 % van de aandelen die worden gekregen door de verdeelsleutel te gebruiken die in 2013 tussen de universiteiten werd toegepast : 35,48 % voor de UCL, 27,57 % voor de ULB, 26,28 % voor de ULG, 4,89 % voor de UMons, 4,13 % voor de UNamur en 1,65 % voor de USLB.

§ 2. In 2014, 2015 en 2016, wordt het bedrag van de overlegde onderzoeksacties bedoeld in artikel 5 verdeeld over elke instelling in verhouding tot respectief 25 %, 50 % en 75 % van de relatieve aandelen bedoeld in artikel 6, en 75 %, 50 % en 25 % van de aandelen die worden gekregen door de verdeelsleutel te gebruiken die in 2013 tussen de universiteiten werd toegepast, te weten : 35,48 % voor de UCL, 25,07 % voor de ULB, 26,28 % voor de ULG, 7,39 % voor de UMons, 4,13 % voor de UNamur en 1,65 % voor de USLB.

Art. 20. De in artikel 8 bedoelde verhouding wordt, voor de jaren 2014 tot 2016, tot 10 % herleid, en voor de jaren 2017 tot 2019, tot 15 %.

Art. 21. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 januari 2014.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.- M. SCHYNS

—
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 590-1. Verslag, nr. 590-2.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 29 januari 2014.